

الأممي

l'internationaliste

el-oumami

organe du parti communiste international en Algérie



PUBLICATION MENSUELLE - 4^e ANNEE - FEVRIER 1982 -

N°22 4FF. 3DA

Statut personnel:

Le gouvernement recule !



Dossier:
**Le mouvement
étudiant
algérien**

La priorité des priorités

LES GREVES des travailleurs de l'enseignement et des lycéens de la Wilaya d'Alger, la mobilisation courageuse des femmes contre le projet de statut personnel que le gouvernement vient de retirer dans l'espoir d'amortir le mouvement montrent, s'il en est encore besoin, que la répression bourgeoise ne peut venir à bout des mouvements de revendication ou de contestation.

L'Etat bourgeois lance ses forces de répression en Kabylie. Répression systématique, isolement, absence de perspectives: le mouvement reflue... Mais voilà qu'à Alger les travailleurs de l'enseignement se mettent en grève pour exiger un logement pour tous et une augmentation des salaires, suivis par les lycéens qui réclament, de leur côté l'amélioration de leurs conditions d'étude, de transport, etc.

La police arrête les membres du Collectif culturel d'Alger, suspend toutes les activités syndicales à l'université, laquelle représentait jusqu'ici le foyer de contestation par excellence... Mais voilà que les femmes descendent en plein centre d'Alger, sur les marches de la grande poste, pour dénoncer les discriminations dont elles sont l'objet et réclamer l'égalité des droits.

Tout cela n'est pas le fait du hasard. Les contradictions de la société bourgeoise engendrent nécessairement la lutte des classes. Quelle que soit la forme qu'elle prend à un moment donné, la résistance à l'oppression, à l'exploitation et à la répression bourgeoises est un phénomène historiquement déterminé, inévitable. La question fondamentale qui se pose est donc la suivante: comment développer et organiser cette résistance pour pouvoir arracher nos revendications?

Les soi-disant «organisations de masse» (UGTA, UNFA, UNJA) qui parlent au nom des travailleurs, des femmes et de la jeunesse, refusent de prendre en charge les revendications des masses et lorsqu'elles font semblant de le faire, elles refusent de soutenir, de coordonner et d'organiser les luttes qui éclatent ici et là.

Il faut en tirer la conclusion: il n'y a pas aujourd'hui en Algérie une organisation qui défend effectivement les intérêts des masses.

A Tizi Ouzou, au printemps 1980, les travailleurs, les étudiants et les lycéens l'ont compris. Alors, ils se sont organisés en coordination populaire, indépendamment des appareils bureaucratiques contrôlés par l'Etat bourgeois. A Alger, les étudiants qui se sont organisés en comités autonomes l'ont également compris. Les femmes de leur côté ont montré, dans les faits, que l'UNFA est congénitalement incapable de prendre en charge leurs problèmes, puisqu'elles se sont organisées en collectifs indépendants.

Nous ne discuterons pas ici des limites propres à chacune des expériences d'organisation indépen-

dante que nous avons rappelées. Ce n'est pas notre objet ici. Les conditions de lutte auxquelles nous sommes confrontées en Algérie doivent constituer pour tous les militants une matière à réflexion. Plus d'une fois, l'Etat a montré qu'il ne tolère pas d'organisation autonome de quelque envergure que ce soit surtout à Alger. Et même lorsqu'il est contraint de le faire pour un certain temps, il ne se gêne pas pour donner un bon coup de pied quand l'occasion se présente. Alors, que faire dans ces conditions?

L'exemple de la Pologne est, à cet égard, fort instructif. Lorsque la classe ouvrière et les masses exploitées ont affaire à un Etat bourgeois qui contrôle directement le syndicat officiel et les organisations de femmes et de jeunes, les luttes ne trouvent pas au début par quels moyens et avec quels instruments s'exprimer et c'est ce qui explique que dans une première période on a affaire à des mouvements spontanés isolés les uns par rapport aux autres qui débouchent parfois sur des émeutes. C'est alors que commencent les premières expériences d'organisation de comités autonomes et de coordination.

Mais l'effort d'organisation, avec tous les risques qu'il comporte vu la répression systématique qui règne, apparaît tellement disproportionné par rapport aux objectifs immédiats mis en avant dans ces conditions, seuls des militants qui ont un projet politique et social à long terme trouvent la force de s'y consacrer vraiment au début. Nous devons donc en tirer toutes les conclusions en Algérie.

Le mécontentement et la combativité des masses travailleuses et de la jeunesse n'ont pas été entamés par la répression bourgeoise. Il faut s'appuyer sur ces phénomènes réels pour s'organiser mais on se trompera lourdement si on croit un seul instant que l'organisation naîtra spontanément du mécontentement et de la combativité des masses. Pour organiser les travailleurs, les jeunes et les femmes dans un pays où pour mettre fin à un mouvement, l'Etat mobilise des forces sans commune mesure avec le mouvement en question, il faut des militants convaincus que si on lâchait pieds dans la lutte présente pour des revendications partielles, on se priverait du même coup de la possibilité d'engager demain la lutte révolutionnaire finale.

C'est là que surgit la nécessité urgente et primordiale du parti d'avant-garde révolutionnaire. Le parti d'avant-garde est nécessaire pour donner à la classe ouvrière en mouvement l'unité de but, de volonté et d'action, et pour féconder la lutte revendicative en vue de la transformer en lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais la nécessité du parti d'avant-garde devient d'autant plus urgente et primordiale que l'on se trouve dans une situation où son absence tragique risque d'éloigner la perspective de l'organisation du prolétariat algérien que sur

des bases saines lorsqu'on voit déjà les charognards du parti de l'Avant-Garde Socialiste (PAGS) faire semblant de se transformer en défenseurs de la classe ouvrière et de la jeunesse contre les attaques répétées de l'Etat bourgeois.

Les militants qui sont engagés sur les différents terrains de la lutte des classes doivent apprendre à regarder la réalité avec un certain recul. Nous ne répéterons jamais assez que la liaison avec les secteurs qui bougent est indispensable à la fois pour impulser les efforts d'organisation immédiate pour participer aux mouvements de masse et pour contrer les manœuvres de l'Etat bourgeois et les fausses solutions des réformistes du PAGS. Or, il est inutile de s'étaler sur les moyens que les agents de l'Etat bourgeois et les réformistes du PAGS ont à leur disposition pour faire leurs sales besognes respectives.

Les militants qui interviennent dans des activités syndicales ou culturelles et qui se réunissent souvent dans des cercles d'étude et de réflexion doivent absolument tenir compte. Nous nous adressons particulièrement ici à toutes celles et à tous ceux qui sympathisent avec nos positions. **LA PRIORITE DES PRIORITES A L'ETAPE ACTUELLE C'EST LA CONSTRUCTION DU PARTI D'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE**, un parti qui centralise toutes les énergies révolutionnaires et qui les dispose de façon rationnelle afin de répondre aux exigences de la lutte des classes, tout en respectant l'impératif du cloisonnement que nous impose la clandestinité.

Combien de militants ou cercles sont-ils en train de refaire aujourd'hui dans leur coin telle ou telle expérience déjà acquise par d'autres militants ou par d'autres cercles ? Combien de militants ou de cercles sont-ils en train de travailler aujourd'hui sur telle ou telle question, historique ou politique déjà entamée par d'autres militants ou d'autres cercles ? Et encore il ne s'agit pas là de la question essentielle sur laquelle nous voudrions attirer l'attention de nos sympathisants. ceux qui sympathisent avec les positions du communisme révolutionnaire et internationaliste ne courent pas les rues aujourd'hui en Algérie. Il s'en suit: premièrement qu'il ne faut pas perdre de temps. Deuxièmement, qu'il ne faut pas disperser nos énergies.

Il ne faut perdre de temps car les choses vont vite. La lutte de classe n'attend pas que les révolutionnaires soient bien préparés et organisés pour éclater ici et là. Quand la situation politique évolue rapidement et que les révolutionnaires sont faibles, il ne suffit pas de dire: il est indispensable d'intervenir sur les plans syndical, culturel, politique et idéologique. On n'aura pas fait preuve d'esprit dialectique en restant au niveau de celle ou de celui qui soutient qu'il faut une liaison entre l'activité syndicale ou culturelle et l'activité politique et idéologique.

Dans la situation concrète que nous traversons en Algérie, maîtriser la liaison dialectique des différents niveaux de la chaîne d'activités qui sont possibles et nécessaires, c'est avant tout se saisir du maillon faible de la chaîne, celui dont l'acquisition détermine et fonde le développement le plus sûr et le plus solide de tous les autres. Or, notre maillon faible aujourd'hui c'est l'absence du parti capable d'impulser, de soutenir, d'entraîner et de diriger l'activité multiforme des masses ouvrières et exploitées.

Il n'est pas trop tard pour s'atteler à ce travail,

mais il est temps, grand temps de s'y consacrer. Lorsque nous disons que le parti c'est la priorité des priorités aujourd'hui nous entendons par là qu'il faut dès maintenant tirer de cette constatation toutes les conclusions pratiques qui s'imposent. Les cercles qui se forment autour d'«El-Oumami» sont constitués en général d'éléments qui interviennent sur d'autres terrains. Loin de nous l'idée de les en dissuader. Mais l'activité en direction des jeunes qui aspirent à un changement radical et qui brûlent de se battre pour en finir avec ce système doit être prioritaire.

Propager parmi ces jeunes le marxisme révolutionnaire, leur montrer qu'aucun changement radical ne se produira sans le renversement violent de l'Ordre bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, les organiser sous la bannière du socialisme scientifique et de l'internationalisme prolétarien, en un mot en faire une petite armée profondément convaincue et fortement disciplinée: c'est là notre tâche primordiale. Même peu nombreux, ces jeunes militants envoyés dans le mouvement de masse se comporteront comme des soldats révolutionnaires car ils seront orientés et dirigés par un centre révolutionnaire unique et reliés les uns aux autres par un tissu organisationnel solidement constitué qui assure le maximum d'efficacité et de cohésion à l'action de chaque groupe.

La bourgeoisie n'aura plus affaire à des cercles ou à des comités isolés les uns des autres et, plus grave encore, agissant sous la pression de facteurs locaux sans aucune analyse sérieuse des tendances économiques, sociales et politiques nationales et internationales et du jeu des différentes classes sociales et forces politiques. Rien qu'avec une telle donnée nouvelle sur la scène politique et à supposer que la combativité et le mouvement de masse resteront au même niveau, **NOUS FERONS PLUS MAL A LA BOURGEOISIE.**

Pour parler plus concrètement, nous dirons aux cercles qui sympathisent avec nos positions que l'absence du parti marxiste révolutionnaire doit nécessairement nous amener à donner la priorité à l'activité révolutionnaire illégale, car s'il est indispensable de mener le travail de masse partout où on se trouve, il serait illusoire de penser que la construction du parti viendra dans une autre étape, ou, pire encore, que le parti pourra naître spontanément un jour de la jonction de l'avant-garde révolutionnaire avec le mouvement de masse. Il va sans dire donc que les cercles auront à disposer concrètement de leurs forces non seulement en tenant compte de la clandestinité et en laissant donc une partie des forces à l'ombre, mais aussi et surtout en ayant bien à l'esprit que le réseau organisationnel du parti d'avant-garde reste à construire.

Certes, comme l'expliquait Lénine dans «Que faire ?» le journal ne joue pas seulement le rôle de propagandiste et d'agitateur collectif mais aussi celui d'organisateur collectif. Si Lénine a bien comparé le journal à l'échaffaudage dressé autour d'un bâtiment en construction, il est clair qu'aucune construction ne peut se passer de constructeurs. La construction du parti d'avant-garde révolutionnaire n'échappe pas à cette règle. A tous nos sympathisants, à tous les cercles isolés, nous lançons cet appel: prenez contact avec «El-oumami» ! Pour rompre l'isolement ! Pour construire ensemble le parti d'avant-garde révolutionnaire ! Pour se préparer aux batailles révolutionnaires qui nous attendent !

Statut personnel:

Le gouvernement recule !



LE GOUVERNEMENT vient de décider le 24/1/82 d'ajourner l'examen par l'APN du projet de statut personnel. Il est ainsi prouvé que l'Etat bourgeois peut reculer sous la pression de la mobilisation. Seule la lutte paye. Malgré le nombre limité de femmes ayant participé aux rassemblements d'Alger, il est clair que ces rassemblements n'ont pas été vains. Honte à celles qui ont tourné le dos à ces initiatives sous prétexte qu'il faut d'abord faire des conférences-débats et rédiger un manifeste sur les droits de la femme!

Ceci dit, si le recul du gouvernement constitue effectivement un encouragement à la lutte, il faut se garder de se faire des illusions. Certes, même Daniel Junqua, d'habitude très discret, a osé écrire : *«Devant l'ampleur des réactions et l'âpreté d'un débat qui oppose modernistes et traditionnalistes, religieux et laïcs, le pouvoir a préféré, au moins provisoirement battre en retraite»* (Le Monde du 26/1/82). Mais le gouvernement n'est pas sans arrières-pensées. Il va essayer de reprendre la question sous la forme d'un dossier qui examinera le rôle de la famille en Algérie.

Or, le dossier culturel nous a déjà donné un avant-goût du «débat démocratique», lequel se déroulera dans le cadre des instances du FLN et des soi-disant «organisations de masse» (UNFA, UGTA, UNJA). Nul doute que ce «débat» débouchera sur une «Charte de la famille» ou quelque chose du même genre qui reprendra en d'autres termes, les dispositions réactionnaires et discrimi-

natoires contenues dans le projet de statut personnel présenté par Baki et sa clique.

Par ailleurs, l'Etat bourgeois peut bien faire des concessions juridiques sur le papier sans pour autant que cela mette fin aux pratiques discriminatoires dont les femmes sont l'objet à tous les niveaux. C'est dire que la mobilisation doit continuer. Les travailleuses qui interviennent dans le mouvement des femmes ne doivent pas se laisser entraîner par les féministes petites-bourgeoises. Au contraire, elles doivent intensifier la sensibilisation et la prise des contacts sur les lieux de travail en vue de lier la lutte contre les discriminations à la lutte pour les revendications matérielles (salaire, logement, transport). C'est là la meilleure contribution pour briser l'isolement du mouvement et le rendre apte à affronter l'Etat bourgeois lors de la prochaine bataille.

Toute autre perspective, et notamment celle qui consiste à appeler à l'unité avec l'UNJA et les pagistes sous prétexte d'être plus fortes, ne fera que déboucher dans le meilleur des cas sur un réaménagement **superficiel** de la situation qui est faite actuellement aux femmes en Algérie. L'UNJA et les pagistes font semblant de défendre les droits des travailleuses et des femmes mais elles restent bien attachées aux «valeurs arabo-islamiques» au nom desquelles la bourgeoisie perpétue l'oppression et les discriminations qui touchent les femmes sur les plans économique, social, politique et culturel.

Dans leur contribution critique au sujet des dispositions de l'avant-projet du code de la famille, les pagistes n'ont éprouvé aucune honte à avancer comme proposition minimale... *«la polygamie limitée à deux épouses»*! Et le comble, c'est qu'ils font accompagner cette proposition «minimale» d'une autre: *«logement distinct pour chaque épouse»*!! Ainsi, non contents d'accepter la polygamie (limitée à deux épouses) au nom des «valeurs arabo-islamiques», ces messieurs-dames, qui osent s'appeler «parti de l'avant-garde socialiste», réclament un «logement distinct pour chaque épouse» pour bien montrer sans doute qu'ils se préoccupent du bonheur de ceux qui peuvent se permettre deux logements (entendez bien: deux logements!) dans la situation de crise sans précédent à laquelle sont confrontées les masses.

Que peut-on attendre de ces gens-là? Qu'elles renforcent la lutte contre les discriminations et pour l'égalité des droits entre l'homme et la femme? Ce serait croire au miracle. Aucun expédient «tactique» ne permettra aux travailleuses et aux militantes combatives de faire l'économie du travail lent et patient qui consiste à sensibiliser et à mobiliser les principales concernées: les travailleuses exploitées et opprimées, les femmes au foyer et surtout les jeunes (lycéennes et autres) dont la bourgeoisie cherche à étouffer la révolte et l'aspiration à la vie par l'obscurantisme et la répression. Pour acquérir sa pleine efficacité et

s'intégrer dans la lutte contre le capitalisme, ce travail doit évidemment se faire dans la perspective de l'union de tous les travailleurs par-dessus les divisions que cherche à entretenir la bourgeoisie pour mieux perpétuer sa domination.

Il serait évidemment absurde d'interpréter notre perspective de travail — comme le font certaines à tort ou à dessein — comme une sorte de négation de l'oppression spécifique dont sont l'objet les femmes en Algérie (1). Il s'en suit donc que nous ne pouvons pas nier les revendications «spécifiques» des femmes. Cela ne contredit nullement la théorie de la lutte des classes. L'oppression et les discriminations touchent pratiquement les femmes algériennes de toutes les classes sociales mais elles ne les touchent pas au même degré ni avec la même intensité et c'est ce phénomène **matériel** qui engendre à son tour la lutte des classes au sein même du mouvement des femmes.

Reconnaître que le mouvement des femmes ne peut pas être à l'abri des contradictions de classes parce que précisément il est composé de femmes appartenant à des classes sociales différentes ne signifie pas qu'on tombe dans l'«ouvriérisme». Les communistes sont les adversaires acharnés de toute oppression, de toute discrimination, quelque soit la classe ou le groupe social qui en est l'objet. Mais si nous refusons le piège de l'«ouvriérisme», nous avons évidemment mille fois plus raison de rejeter celui du féminisme petit-bourgeois lequel, sous prétexte de tenir compte des «spécificités» de la situation des femmes, cherche à gommer les différences de classe et à mettre les travailleuses à la remorque des bourgeois et des petites-bourgeoises.

Or, les femmes bourgeoises et une partie des femmes petites-bourgeoises n'ont pas de problèmes économiques et sociaux (logement, transport, santé) et peuvent même se décharger du travail domestique et la garde des enfants sur une bonne, ce qui les amène à restreindre l'horizon de leur lutte au niveau des réformes juridiques. Voilà pourquoi la lutte pour l'égalité des droits entre l'homme et la femme apparaît ici comme une «*fin en soi*». Par contre, les femmes travailleuses et au foyer ont, certes, intérêt à se débarrasser de toutes les tracasseries juridiques et administratives mais contrairement aux bourgeois et aux petites-bourgeoises cela ne fera que **dévoiler** encore plus la **nature économique et sociale** des problèmes auxquels elles sont confrontées. Voilà pourquoi la lutte pour l'égalité des droits entre l'homme et la femme ne peut être dans ce cas une «*fin en soi*». En ce qui concerne la liberté du divorce par exemple, Lénine expliquait que plus elle se complète «*plus il est évident pour la femme que la source de son "esclavage domestique" est le capitalisme et non l'absence de droits*» (Oeuvres, t.23).

Voilà pourquoi, dès aujourd'hui, les travailleuses et les militantes révolutionnaires, tout en participant au mouvement des femmes actuel malgré ses faiblesses et ses limites, doivent constamment lier la lutte contre les discriminations sociales et avancer des méthodes d'action susceptibles de faire la jonction avec le jeune mouvement ouvrier algérien. Nous nous réjouissons par exemple du fait que le collectif des femmes de la FTEC (travailleuses de l'éducation et de la culture) avance les revendications suivantes: «*crèches, pouponnières, jardins d'enfants, laveries automatiques, transport du personnel, cantines, logement pour les femmes célibataires, infrastructure médicale pour prendre en charge des problèmes tels que grossesse, surmenage, etc.*».

On nous accuse d'utiliser la lutte des femmes pour servir le prolétariat. On sourirait si un tel langage ne faisait pas malheureusement le jeu de celles qui ont intérêt à ce que la lutte des travailleuses, qui ont le courage de descendre dans la rue dans la situation actuelle en Algérie, ne serve finalement que les femmes bourgeoises et petites-bourgeoises. Non, l'unité du prolétariat par-dessus toutes les barrières ne peut faire peur qu'aux bourgeois (es) et à leurs valets. Comme nous l'entendons, cette unité (lisez-bien SVP) se construit non pas en tournant le dos aux revendications «spécifiques» des femmes, mais en les prenant en charge, en les intégrant à la lutte pour des revendications sociales et pour les libertés politiques et en

appelant les travailleurs à les soutenir concrètement de toutes leurs forces.

(1) Un simple coup d'œil sur les articles parus dans *El-Oumami* n°11, 15 et 20 suffit pour en finir avec la prétention de certaines à découvrir dans *El-Oumami* une position «ouvriériste» indifférente aux problèmes et aux revendications «spécifiques» des femmes en Algérie.

A nos lecteurs

A partir de ce numéro 22, *El-Oumami* sera entièrement rédigé en langue française. L'objectif étant d'accorder à la partie arabe — insuffisante dans sa forme actuelle — davantage d'importance et de permettre ainsi son développement. En même temps, une meilleure exploitation sera faite des rubriques et articles en français.

Concernant les questions relatives à l'Algérie, nous reviendrons, en arabe, dans des éditions spéciales du journal ou bien dans le cadre de «Cahiers d'El-Oumami» par des articles et analyses plus approfondies.

Pour ce qui concerne les questions touchant l'immigration, notre nouveau bulletin «El-Chouyoui'i» (Le Communiste) y consacra une rubrique régulière (voir encadré ci-dessous).

Enfin, nous signalons aussi à nos lecteurs intéressés par les questions relatives à la région du Moyen-Orient, la parution de notre nouvelle revue en arabe pour la région, «Al-Barnamadj Al-Chouyoui'i» (Programme Communiste) dont le premier numéro est sous presse.

Nous informons nos lecteurs que notre nouveau bulletin pour le Maghreb «El-Chouyoui'i» (Le Communiste) paraîtra très prochainement. Cette publication trimestrielle en langue arabe consacrera une rubrique régulière pour les problèmes et la lutte des travailleurs immigrés.

Au sommaire du n°1:

- Signification et enseignements du soulèvement de Casablanca.
- La farce électorale en Tunisie.
- Après la condamnation des «Frères musulmans» en Tunisie.
- Solidarité contre la répression au Maroc.
- La lutte des sans-papiers en France.
- Solidarité avec la prolétariat polonais en lutte.
- Après l'assassinat de Sadate.



Enseignants et lycéens en lutte

DANS notre numéro précédent, nous nous sommes déjà fait l'écho des grèves des travailleurs de l'enseignement à Alger. Nous avons notamment publié la plate-forme revendicative des travailleurs de l'enseignement moyen. La popularisation des luttes qui se déroulent en Algérie est un axe de travail fondamental. C'est ainsi que nous entendons contribuer à briser l'isolement et le cloisonnement dans lesquels l'Etat bourgeois cherche à enfermer les luttes et a malheureusement réussi à le faire dans de nombreux cas.

Nous avons reçu en retard les plate-formes revendicatives dont nous publions ici de larges extraits. Les lycéens de la daïra de Boudouaou se sont mis en grève en octobre et en décembre pour protester contre «*le manque de professeurs, le manque de livres scolaires, l'absence d'équipement de laboratoires, l'exiguïté de la salle de permanence, l'absence d'eau, la fermeture de la cantine, le risque d'épidémie, l'absence d'infrastructure sportive, le manque de transport pour les 400 lycéens habitant Reghaia et Zemmouri*».

Les lycéens de Boudouaou revendiquent : «*le transport scolaire pour Reghaia et Zemmouri avec réduction des prix, l'avancement de l'emploi du temps des recalés de façon à ce qu'ils sortent à 17 heures et non à 18 heures, l'intégration des candidats-étudiants aux postes de professeurs*».

De leur côté, les travailleurs de l'enseignement moyen de la daïra de Boudouaou ont fait grève au mois de décembre. Ils exigeaient : «*l'équipement des C.E.M. (livres, cantine, chauffage), l'augmentation de 50% du salaire de base, le logement gratuit, l'allongement du congé maternel de 8 à 14 semaines, la création de coopératives de consommation au niveau de chaque commune, la multiplication des centres de vacances pour les travailleurs de l'enseignement, la création de crèches et de garderies pour les familles des travailleurs de l'enseignement au niveau de chaque commune, les primes de risque (nervosité), de documentation, de l'éloignement, du transport et du panier*».

Les communistes internationaux qui se réjouissent du dévelop-

pement des luttes sociales se doivent également de mettre en garde les travailleurs et les lycéens contre certains courants qui voudraient dévier leurs luttes sur une voie de garage. C'est ainsi que dans la daïra de Bab-El-Oued (Alger), les réformistes du PAGS cherchent à exploiter le fait que les travailleurs refusent de participer à la coordination-fantôme des sections syndicales parachutée par le FLN pour les appeler à constituer une nouvelle coordination sous leur égide. Or, s'il est vrai que la coordination parachutée par le FLN sera toujours un obstacle à la lutte des travailleurs, il ne demeure pas moins vrai que les réformistes du PAGS n'iront jamais jusqu'au bout avec les travailleurs et chercheront constamment à freiner leur combativité comme cela est déjà arrivé plus d'une fois.

Il ne faudrait pas se laisser abuser par ces agents de la collaboration de classes, ces conciliateurs qui veulent marier les intérêts des travailleurs avec ceux de l'«*économie nationale*» c'est-à-dire avec le capitalisme. Les travailleurs et les jeunes qui espèrent utiliser les pagistes et les bureaucrates de l'UGTA et de l'UNJA se trompent. On ne peut marier le feu et l'eau. A la rigueur, ces gens-là accepteront la grève comme dernier recours mais ils n'iront pas plus loin. Ils se garderont bien, comme ils se sont bien gardés dans le passé, de généraliser et de coordonner les luttes. Or, la force des travailleurs réside dans leur union.

Partisans du «*dialogue*», de la «*concertation*» et de l'«*action*» dans

le cadre bien délimité par la loi bourgeoise, les apprentis-bureaucrates du PAGS, de l'UGTA et de l'UNJA n'iront jamais jusqu'à organiser des manifestations de rue et des occupations avec piquets, etc. Or, l'Etat bourgeois, comme on le sait, ne cède que devant ce genre d'initiatives qui seules méritent vraiment le nom d'action. L'Etat tient à son image de marque à l'étranger. Il a besoin de montrer à ses bailleurs de fonds en devises que l'Ordre et la stabilité règnent en Algérie. Alors, il faut que les travailleurs et les jeunes ne ratent pas cette occasion. Les femmes ont déjà donné l'exemple. Et elles ont réussi à faire reculer le gouvernement qui a préféré retirer le projet de statut personnel. Pourquoi les travailleurs et les jeunes n'oseraient-ils pas ?

**Lecteur,
abonne-toi,
écris-nous !**

**Fais connaître
El-Oumami
autour de toi !**



LE MOUVEMENT ETUDIANT ALGERIEN

Le «mouvement du printemps» 1980 a donné au mouvement étudiant à Alger et surtout à Tizi Ouzou une impulsion formidable, l'amenant à intégrer les revendications sociales et pédagogiques à la lutte contre la répression bourgeoise et pour les libertés politiques. L'établissement d'une véritable coordination travailleurs-étudiants-lycéens à Tizi sous le signe de l'union des masses

populaires contre la bourgeoisie est une manifestation concrète du passage du mouvement étudiant algérien à une phase supérieure d'autant plus importante qu'elle coïncide avec le début de sa recomposition proprement dite avec la naissance des comités d'institut indépendants de la Commission nationale étudiante — CNE — de l'UNJA. Certes, les structures autonomes du mouvement

étudiant sont encore fragiles. Les tendances corporatistes et les courants hostiles à tout parti politique ont encore un poids indéniable. La prise en charge par le mouvement étudiant de la lutte contre la répression, pour la libération des détenus et pour les libertés politiques se réalise encore de façon nettement inégale suivant les universités et les instituts.

MAIS il ne demeure pas moins vrai que le point auquel est arrivé le mouvement étudiant notamment à Alger et à Tizi, nous encourage à penser qu'il existe une sensibilité réelle à notre perspective de travail en milieu étudiant qui consiste essentiellement à œuvrer **d'une part** pour la jonction avec les luttes de classe ouvrières et des masses ouvrières et **d'autre part** à propager les idées révolutionnaires du socialisme scientifique. C'est pour mieux situer historiquement la phase de recomposition dans laquelle il se trouve — et les tâches qui en découlent pour nous — que nous avons pensé nécessaire de revenir sur l'historique du mouvement étudiant algérien.

L'UGEMA-UNEA AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE

Ayant rallié la guerre de libération nationale **sous l'égide du FLN**, l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA) s'est déclarée au lendemain de l'indépendance prête à orienter le mouvement étudiant *«en fonction de l'Idéal et des impératifs de la Révolution»*, ce qui laissait, bien entendu, la porte ouverte à une politique de soutien au régime de Ben Bella dans la mesure où celui-ci n'hésitait pas à se proclamer pour la «continuation de la révolution» dans les domaines économique et social. Cependant, l'UGEMA tenait à garder son «autonomie organique» et se prononçait ouvertement pour la «défense des intérêts légitimes des étudiants algériens». Le 23 septembre 1962, le Comité exécutif provisoire de l'UGEMA, chargé de préparer le 5^e congrès de l'organisation, lançait un appel à toutes les sections où on pouvait notamment lire:

«Le Comité exécutif provisoire qui œuvrera pour le maintien et le renforcement de l'unité du mouvement étudiantin, la défense des intérêts légitimes des étudiants algériens, l'intégration des étudiants et leur mobilisation au service du peuple, aura pour principes

essentiels:

- la préservation de l'autonomie organique de l'UGEMA;
- la garantie du fonctionnement démocratique de l'Union;
- et l'orientation du mouvement en fonction de l'Idéal et des impératifs de la Révolution».

L'«autonomie organique» de l'UGEMA n'empêchait pas sa direction de prendre position pour le bureau politique du FLN contre les «scissionnistes». A Paris, par exemple, les étudiants qui ont rejoint le Parti de la Révolution Socialiste (PRS) de Mohamed Boudiaf sont nommément dénoncés dans un tract signé «Etudiants Algériens de Paris». Le Comité exécutif provisoire appelait officiellement les étudiants algériens *«afin qu'ils œuvrent au renforcement de l'unité nationale, et pour qu'ils assurent leur participation effective aux tâches d'édification nationale» (idem)*.

L'adhésion de la direction de l'UGEMA à la politique d'«unité nationale», laquelle servait au régime de Ben Bella pour escamoter les oppositions et les antagonismes de classes, montre clairement que l'«autonomie organique» dont elle se gargarisait était toute formelle. Le 5^e congrès de l'UGEMA accentuera encore plus cette tendance. L'UGEMA revendiquait avec insistance l'application du **programme de Tripoli**. Elle se définit *«en tant qu'organisation nationale»* et se donne pour objectif d'«apporter sa participation organisée aux tâches de la Révolution» (*Lignes générales de l'Union*, point IV). Pour l'UGEMA, le «syndicalisme étudiant» se résume pratiquement à la participation aux *«tâches de reconstruction nationale»* (point III). Rappelons que les révisionnistes du PCA étaient à l'époque la main dans la main avec les FLNistes petits-bourgeois et qu'ils étaient donc, à ce titre, co-responsable de la subordination du mouvement étudiant aux impératifs bourgeois de la soi-disant «édification nationale».

A partir du 6^e congrès en 1964, l'Union Nationale des Etudiants Algériens — UNEA (héritière de l'UGEMA) se



définit carrément par rapport à la «Charte d'Alger» : «L'UNEA est en premier lieu une organisation de masse qui groupe tous les étudiants algériens acceptant la charte d'Alger et les statuts de l'Union [...] organisation syndicale, elle se doit de défendre les intérêts moraux et matériels des étudiants en veillant à se qu'ils jouissent de meilleures conditions de travail dans le cadre des possibilités de notre pays. Cette action n'a pas un caractère revendicatif» (Préambule aux statuts)

Le caractère purement formel de l'«autonomie organique» de l'UNEA par rapport au FLN n'est plus à démontrer dans la mesure où la direction de l'Union dénie ouvertement à son action tout caractère revendicatif car pour l'UNEA «si dans les Etats capitalistes, la lutte syndicale, au delà des revendications immédiates, met en cause l'ensemble du régime, dans notre pays le but final de l'action des masses doit être le renforcement du pouvoir révolutionnaire, la consolidation des fondements démocratiques et populaires de l'Etat qui assurent la construction du socialisme en devenant de plus en plus l'expression de la volonté des travailleurs» (Rapport syndical, préambule).

Cependant, l'hétérogénéité de l'origine sociale des étudiants n'a pas manqué de susciter des contradictions dans le milieu étudiant d'une part et entre un grand nombre d'étudiants et l'Etat en place d'autre part, contradictions que les petits-bourgeois du FLN et du PCA avaient du mal à cacher derrière leur phraséologie sur l'«unité nationale». Déjà en septembre 1962, sur 300 étudiants présents à Paris, une centaine avaient pris position, contre le bureau politique du FLN. Malgré la compromission de la direction de l'UGEMA-UNEA, la répression et la démagogie n'ont jamais réussi à juguler les luttes pour les revendications sociales et les libertés politiques en milieu étudiant. Le rapport syndical au 6^e congrès de l'UNEA notait, non sans amertume, qu'«à l'époque actuelle de son développement, la société algérienne n'échappe pas à toutes les contradictions [...] Le rôle des organisations syndicales est d'éviter les écueils et de prévenir les conflits que peuvent engendrer les contradictions».

LE MOUVEMENT ETUDIANT AU LENDEMAIN DU COUP D'ETAT DU 19 JUIN 1965

La démagogie du régime de Ben Bella et la bonne volonté collaborationniste des directions syndicales (ouvrière et étudiante) n'ayant pas réussi à museler les mouvements sociaux revendicatifs, l'APN, «seule force organisée» du pays, a pris directement les rênes du pouvoir le 19 juin 1965. Son but était d'asseoir l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du pays.

Pour les étudiants qui avaient fait l'expérience de la répression bourgeoise au lendemain de l'indépendance, le coup d'Etat de Boumediène signifiait désormais l'accentuation et la systématisation de la répression contre tous ceux qui refuseraient de jouer le jeu officiel. Pour ne pas se couper de sa base étudiante, l'UNEA ne pouvait pas rester indifférente devant le coup d'Etat du 19 juin. La direction de l'UNEA se divise en deux : une partie s'est retirée en s'opposant au coup d'Etat sur la base de positions très proches de celles du PCA ; une autre partie crée une «commission exécutive» en s'adaptant au nouveau régime. Le 28 octobre 1965, cette «commission exécutive» avait déclaré lors d'une conférence de presse : «Il a sans cesse été question d'arrestations arbitraires d'étudiants, voire de sévices et de tortures. Nous saisissons cette occasion pour réaffirmer notre réprobation de toute atteinte à l'intégrité physique de tout individu en raison de ses convictions politiques. Néanmoins, il est nécessaire, quoi qu'il en coûte, de préciser publiquement que les membres de la direction arrêtés l'ont été non point en raison de leur qualité d'étudiants, mais en tant qu'éléments mêlés de près ou de loin à des organisations subversives que nous dénonçons avec la plus grande énergie».

L'opposition des militants et des sympathisants du PCA au régime de Boumediène et à la «commission exécutive» de l'UNEA s'est faite, bien entendu, au nom de l'application de la «Charte d'Alger» et de la préservation de l'«autonomie organique», c'est-à-dire formelle, de l'UNEA par rapport au FLN. A aucun moment, les staliniens du PCA n'ont mis en avant les intérêts matériels et

politiques des masses populaires par opposition à ceux des classes possédantes qui ont investi l'appareil d'Etat au lendemain de l'indépendance. A travers la «Conférence des sections des pays socialistes de l'UNEA» de novembre 1966 (Bucarest, Berlin, Leipzig, Moscou, Zagreb, Sofia et Prague), les staliniens du PCA se sont contentés d'une opposition verbale à la «tendance réactionnaire» du pouvoir en place.

L'opposition des sections de l'UNEA dans les pays de l'Est au nouveau régime ne les empêche pas de déclarer : «*Tout en soulignant la dégradation de la situation nationale sur les plans politique, économique et social, l'UNEA est restée et reste attentive à toutes les mesures à caractère progressiste, à tous les efforts sincèrement attachés à l'idée du socialisme, qu'ils soient au sein ou en dehors du pouvoir*» (idem). C'est ce flottement entre l'opposition aux «tendances réactionnaires» du nouveau régime et le soutien critique aux «mesures progressistes» et à la politique extérieure «anti-impérialiste» qui caractérisera l'attitude des staliniens du PCA-PAGS à travers les sections de l'UNEA qu'ils contrôlaient directement ou indirectement.

En absence de cadres organisationnels adéquats, les mouvements qui ont secoué les milieux étudiants et lycéens en 1967 ont donné l'occasion à l'UNEA de se radicaliser sur le plan syndical. Dans un tract daté du 3/11/67, on pouvait lire en effet, «*les étudiants, quant à eux, ne veulent plus être nourris de promesses. Ils réclament d'urgence des centaines de nouvelles chambres qu'il est possible de trouver dans les biens de l'Etat. Ils refusent de faire les frais de l'imprévoyance des services du ministère de l'éducation nationale...*».

Cela n'empêche pas évidemment l'UNEA de se dédouaner de toutes les actions de masse menées par les étudiants et les lycéens. Dans un texte intitulé «*les enseignements du 3 novembre*» et daté du 7/11/67, l'UNEA déclare à propos des luttes qui viennent d'avoir lieu : «*La responsabilité en incombe à ceux qui ont privé les étudiants et leur organisation de toute possibilité pour exposer leurs problèmes et défendre leurs intérêts (...)* On comprend donc que les étudiants n'aient pas eu d'autres possibilités pour faire entendre leur voix que dans l'action et la lutte de masse qu'ils mènent depuis plus de deux ans»; et encore : «*Les étudiants ont toujours situé leurs revendications dans le cadre de l'intérêt national*»; et encore : «*Notre Union quant à elle a toujours montré aux étudiants où résidaient leur devoir patriotique et les responsabilités nationales qui leur incombent. Ainsi l'UNEA s'est battue longtemps seule pour l'existence du service civil*» (idem).

L'UNEA FACE A LA MISE AU PAS DU MOUVEMENT ETUDIANT

Cependant, le régime issu du coup d'Etat du 19 juin 1965 ne pouvait se contenter de l'«auto-discipline» de l'UNEA. IL voulait aller encore plus loin dans son entreprise visant à mettre au pas le mouvement étudiant. Le 25/1/68, le responsable du FLN, Kaïd Ahmed, lance une circulaire qui fait du vote et de l'adhésion une obligation. Selon cette circulaire, un représentant du FLN pouvait opposer son veto aux candidats qui ne lui plaisaient pas; la bourse était supprimée aux étudiants absents aux assemblées ou expulsés des salles pour indiscipline. La réaction violente de la masse des étudiants n'a pas tardé à se manifester. Le CE de l'UNEA et le Comité de section d'Alger ne pouvaient pas rester indifférents. La circulaire de Kaïd Ahmed est dénoncée comme une «tentative de caporalisation», ouvrant un «processus de fascisation de l'université». Le 2 février 1968, c'est la grève générale à l'université. Le 22, la délégation extérieure de l'UNEA se déclare «pour la défense des intérêts moraux et matériels des étudiants» et pour «la libération immédiate de tous les détenus, l'arrêt des poursuites policières, l'annulation

des sanctions, le respect des franchises universitaires et les libertés d'organisation réelles». La référence à la Charte d'Alger restait bien sûr en bonne position dans les déclarations de l'UNEA car celle-ci n'appelait à la grève et à la lutte que pour garder le contact avec la base étudiante comme en témoigne un document du CE de l'UNEA et CS d'Alger intitulé «*Pour une solution durable et constructive, continuons la grève*» et daté du 16/2/1968 : «*Nous sommes les premiers à souffrir de la situation que crée à l'université l'arbitraire qui frappe le mouvement étudiant. Car les luttes que nous avons menées, nous ne les avons jamais menées de gaieté de cœur: on nous les a toujours imposées*».

Au moment où la grève battait son plein à l'université d'Alger, se généralisait dans le pays et trouvait un écho enthousiaste dans les milieux syndicaux en Algérie et dans l'émigration (1), l'UNEA ne trouvait pas mieux que de proposer «*l'instauration d'un dialogue véritable dans un cadre approprié entre les représentants des autorités et les représentants démocratiquement élus des étudiants*» (idem). Pire, après l'intervention des flics dans une A.G. étudiante à la faculté des Lettres d'Alger en avril 1969, le CS d'Alger se permet de déclarer dans un tract daté du 25/4/1969 : «*Soucieux de ne pas aboutir à un affrontement qui irait contre les intérêts des étudiants et de l'université le CS a pris la responsabilité de faire lever la séance...*». Et comment en serait-il autrement lorsqu'on sait que l'«autonomie» à laquelle aspirait l'UNEA «ne constitue en aucune façon une entrave à l'établissement du développement d'une unité d'action et d'une coopération pour des tâches d'intérêt national et anti-impérialiste. Elle ne signifie pas non plus une opposition globale ou systématique au pouvoir ou aux mesures prises» (Déclaration du 29/12/1969).

A travers l'UNEA, les staliniens du PAGS utilisaient les luttes estudiantines comme un moyen de pression dans leurs marchandages indirects avec le régime en place. D'un certain point de vue, c'était là leur unique carte de jeu. Le régime de Boumediène commençait à l'époque, après avoir mis au pas le mouvement ouvrier, à mettre sur pied ses projets industrialistes (plan quadriennal) à l'ombre desquels naîtra la nouvelle bourgeoisie technocratique à laquelle nous avons affaire aujourd'hui. Pour ce faire, le régime avait besoin de faire disparaître tout foyer de contestation en vue de présenter l'Algérie aux yeux de ses bailleurs de fonds, comme un pays où règnent l'Ordre et la stabilité. Par un décret du ministère de l'intérieur, l'UNEA a été dissoute le 15/1/1970. Une répression



féroce s'est abattue sur le mouvement étudiant à cette occasion: incorporations au service militaire, enlèvements, arrestations, tortures, etc.

Malgré tout cela, la servilité de la direction pagiste de l'UNEA n'a pas changé pour autant. Dans un tract du 23/1/1970, le CS de Paris déplore la dissolution de l'UNEA comme «un coup porté à la nécessaire unité d'action des forces progressistes indispensable à notre pays dans la phase qu'il traverse, à savoir la révolution nationale démocratique». A la suite des arrestations qui ont suivi les grèves de janvier et février 1971 dans les universités et les lycées, les dirigeants de l'UNEA «prennent acte du récent transfert de leurs camarades des prisons à la caserne. Cela constitue... une amélioration»! (tract du CE du 5/10/1971)

L'UNIVERSITE ALGERIENNE AU LENDEMAIN DE LA DISSOLUTION DE L'UNEA

La dissolution de l'UNEA a signifié concrètement la disparition de toute expression organisée du mouvement étudiant à l'échelle nationale. Le lancement de la soi-disant «révolution agraire» par le régime de Boumediène a donné l'occasion aux réformistes du PAGS d'éluder la question des libertés politiques et syndicales en milieu étudiant en orientant les étudiants vers les campagnes dans le cadre du «Volontariat» à partir de 1972.

Des comités de volontariat universitaires (CVU) ont été mis sur pied. En l'absence de cadres organisationnels indépendants où ils auraient pu travailler, un certain nombre d'étudiants combattifs se sont évidemment retrouvés dans les CVU au début. Cependant, l'institutionnalisation du volontariat et des CVU par les autorités bourgeoises n'a pas manqué de susciter la méfiance de nombreux étudiants à la base. Les CVU se sont progressivement vidés au fur et à mesure que la politique soi-disant «progressiste» du régime apparaissait pour ce qu'elle était dans la réalité.

Par ailleurs, les structures mises en place dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur (RES) à savoir les comités pédagogiques (CP) et les commissions de délégués étudiants (CDE) n'ont pas tardé à apparaître aux yeux des étudiants soucieux de se battre pour leurs revendications et contre l'arbitraire administratif comme des structures parachutées par le ministère de l'enseignement supérieur afin d'empêcher l'organisation des étudiants indépendamment de l'administration et du FLN et de barrer la route à toute manifestation syndicale.



L'intégration croissante des réformistes du PAGS dans les filets de l'Etat bourgeois ne pouvait qu'accentuer cette tendance. C'est ainsi que les pagistes n'ont pas hésité à participer en 1975 à la «Conférence Nationale de la Jeunesse» (CNJ), convoquée directement sous l'égide des autorités bourgeoises, laquelle a donné par la suite l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne (UNJA). Dans leur «projet de programme pour un comité de section universitaire de l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne», les «Etudiants algériens — section de Paris» (ex-UNEA) déclarent: «la révolution agraire reste et demeure la tâche centrale de l'heure» et réaffirment leur volonté de mobiliser les étudiants «autour des tâches d'édification nationale pour renforcer le front intérieur objectif».

Il faut dire que durant cette période, le tableau n'était pas aussi noir qu'il pouvait l'apparaître. Lors des affrontements avec les «Frères musulmans» en 1975 à la faculté de Droit d'Alger et à l'université de Constantine, des étudiants combattifs ont pu se rendre compte dans les faits que les réformistes du PAGS, si efficaces lorsqu'il s'agit d'éviter ou de s'opposer à tout mouvement revendicatif, ne présentent aucune alternative sérieuse face à la montée du courant FM. C'est à partir de ce moment que des noyaux étudiants ont commencé à s'organiser indépendamment des CVU en liant les questions syndicales à la question centrale de la lutte pour les libertés d'expression et d'organisation.

LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT ETUDIANT

La grève des étudiants de Socio d'Alger à la fin 1976 inaugurerait une nouvelle période dans l'histoire du mouvement étudiant algérien. La détérioration des conditions sociales et pédagogiques a constitué le moteur des luttes qui ont secoué depuis l'université: grève des étudiants arabophones lors du premier semestre 1977, grève des étudiants de Psycho d'Alger à partir d'avril 1977, grève de masse à l'université des sciences et de la technologie (USTA) de Bab-Ezzouar en mars 1978, grève des étudiants arabophones de l'Ecole Normale en avril 1978, grèves touchant l'ensemble de l'université d'Alger lors de la rentrée 1978-79 à la suite de la suppression du transport universitaire.

Au cours des luttes revendicatives, des étudiants ont appris à se poser la question de l'organisation autonome par rapport aux structures parachutées ou institutionnalisées par l'Etat bourgeois. C'est ainsi qu'au cours de la grève de Psycho qui a duré plus de deux mois, un comité a été directement élu en assemblée générale disqualifiant à la fois comités pédagogiques et comités de volontariat universitaire.

Prétextant la diffusion d'un tract attaquant le régime, la police est intervenue, arrêtant plusieurs étudiants. La mobilisation n'a pas tardé à se faire malgré les calomnies déversées par les CVU. Le samedi 18 juin 1977, a eu lieu un rassemblement à la fac centrale avec les mots d'ordre: «A bas la répression», «Libérez nos camarades!». Les étudiants des CVU, venus nombreux pour saboter le rassemblement, ont scandé le mot d'ordre trompeur: «A bas la réaction!». Un de leurs chefs de file, M'Barek, n'a pas hésité à réclamer publiquement la condamnation sévère de l'étudiant Fateh Bourboune et de ses camarades arrêtés.

Par ailleurs, en 1979, le comité de cité du cente universitaire Taleb Abderrahmane (CUTA) de Ben-Aknoun a réussi à se débarrasser des éléments de l'UNJA grâce à un travail de sensibilisation et de mobilisation autour des revendications sociales. Au centre universitaire de Tizi Ouzou (CUTO), les étudiants élisent directement un comité autonome par rapport à la commission nationale étudiante (CNE) de l'UNJA et se mettent en grève pour exiger la reconnaissance par les autorités de leur comité

comme seul représentant des étudiants. A l'Institut des sciences économiques d'Alger, un comité a été également créé indépendamment de la structure sclérosée de la CNE-UNJA.

Au cours du mouvement du printemps 1980, une coordination universitaire a été mise sur pied à Alger englobant notamment des étudiants de sciences économiques, de droit et de médecine et qui travaillaient en liaison avec la coordination universitaire de Tizi Ouzou. Cela est d'autant plus important qu'il ne faut pas oublier que le cloisonnement des luttes et l'isolement des grèves des étudiants arabophones en 1977-79 ont facilité aux nationalistes pan-arabistes du Baâth leur travail de récupération et de manipulation. En effet, les baâthistes ont malheureusement réussi à prendre la tête du mouvement des étudiants arabophones, parti sur des revendications pédagogiques et sociales légitimes, en le déviant de ses objectifs initiaux pour en faire un moyen de pression dans leurs marchandages avec les fractions bourgeoises rivales et surtout un foyer de recrutement pour une police parallèle qu'on a vue à l'œuvre contre les militants du «Mouvement du printemps» en 1980 et en 1981.

Cependant, la montée des courants «Frères musulmans» et baâthiste à l'université ne peut cacher ce fait éminemment positif, à savoir que c'est dans la lutte pour leurs revendications pédagogiques et sociales urgentes que les étudiants se sont rendus compte de la nécessité de s'organiser indépendamment de la CNE-UNJA dont la représentativité est désormais contestée même par les autorités. Dans leur plate-forme de 1980, les étudiants d'Alger eux-mêmes déclarent: *«Les prises de position honteuses et de trahison de l'UNJA-CNE ont mis en évidence la nécessité absolue pour les étudiants de s'organiser dans un cadre réellement démocratique, capable d'exprimer leurs aspirations et d'impulser la nécessaire mobilisation pour la résolution de leurs problèmes»*. Mais ce qui est encore plus fort, c'est qu'au cours de la lutte et face à la répression par laquelle l'Etat bourgeois a répondu au «Mouvement du printemps», le mouvement étudiant s'est radicalisé: aux revendications sociales, pédagogiques et culturelles, il a ajouté **la revendication centrale des libertés politiques**. L'Etat bourgeois redoutait plus que toute autre chose que l'expérience de Tizi Ouzou où, étudiants, lycéens et travailleurs se sont organisés en **coordination populaire**, ne fasse tâche d'huile à Alger. Le 19 mai, à la suite d'une provocation d'éléments baâthistes à la solde du FLN, la police intervient à la fac centrale. Une vingtaine de membres du collectif culturel ont été arrêtés. Les activités culturelles et syndicales ont été brutalement interdites. L'entrée à l'université est strictement contrôlée par les flics et la carte d'étudiant est systématiquement exigée à la porte de la fac centrale. Les maigres acquis du mouvement (A.G. plus ou moins libres malgré les provocations des baâthistes et des «Frères musulmans», affichage, utilisation de la reprographie de l'université dans le cadre des activités culturelles et syndicales, etc.) ont été suspendus. Les collectifs étudiants durement éprouvés par la répression sont réduits aujourd'hui à une existence clandestine. C'est en partant du bilan de la période qui s'est ouverte en 1976-77 que le mouvement étudiant pourra donc redémarrer sur des bases plus justes et plus sûres.

LES COMMUNISTES ET LE MOUVEMENT ETUDIANT

«Les étudiants ne sont pas coupés du reste de la société», écrivait Lénine. Cela signifie que le mouvement étudiant ne peut pas être à l'abri des contradictions et des luttes de classes qui secouent la société bourgeoise. De par leurs origines sociales, les étudiants ne peuvent constituer un tout homogène. Une grande partie appartient naturellement aux classes bourgeoises et semi-

bourgeoises. Mais une masse aussi importante provient des couches moyennes salariées et une petite minorité des classes pauvres et exploitées.

Il en va de même en ce qui concerne l'avenir des étudiants. Il y a des étudiants qui vont devenir des cadres privilégiés, c'est-à-dire qui vont rejoindre la classe bourgeoise et il y en a qui seront rejeté tôt ou tard par le système sélectif parmi les classes moyennes salariées dont les conditions de vie et de travail, surtout en période de crise, se rapprochent sensiblement de celles du prolétariat.

C'est en partant d'une analyse de classe que nous considérons donc les potentialités du mouvement étudiant. L'hétérogénéité sociale dans le milieu étudiant ne peut pas ne pas avoir des conséquences sur la nature des revendications qui font bouger les étudiants. C'est pourquoi nous soutiendrons les revendications matérielles (bourse, restauration, logement, transport, abus bureaucratiques) dans la mesure où il s'agit de revendications qui intéressent avant tout les étudiants issus des couches populaires et dont la majorité risque, tôt ou tard, d'être prolétarisés et qui peuvent en même temps favoriser la **convergence avec les luttes revendicatives du prolétariat**. Nous soutenons également toutes les revendications politiques et culturelles qui expriment les besoins de la lutte des prolétaires et des masses exploitées (les libertés politiques, les langues populaires, les droits des femmes, la séparation de la religion de l'Etat, etc.)

Cependant l'illusion petite-bourgeoise d'échapper à la prolétarianisation grâce aux diplômes qui couronnent son cycle de formation universitaire pousse l'étudiant, même lorsqu'il est issu d'un milieu pauvre, à agiter des revendications plus ou moins utopiques contre le système de plus en plus sélectif. Il s'agit là d'une situation comparable à celle du petit paysan qui voit son salut dans la sauvegarde de son lopin de terre et dans la garantie d'un prix convenable pour ses produits au moyen de l'intervention de l'Etat. Dans la réalité et contrairement aux apparences, le niveau des salaires n'est pas déterminé par le degré de formation ou de qualification et la démarche individuelle qui accompagne la course aux diplômes ne fera qu'aggraver la situation sociale du futur travailleur dans la mesure où la concurrence qu'elle entraîne est un facteur qui contribuera plutôt à faire baisser le niveau des salaires.

Dans la société capitaliste, il ne peut en aller autrement. Les rapports de production et d'échange bourgeois **impliquent et produisent nécessairement deux classes fondamentales**: la bourgeoisie d'un côté, le prolétariat de l'autre ainsi que de multiples couches intermédiaires. **D'un point de vue individuel**, la course au diplôme peut signifier pour quelques-uns la réussite et la promotion sociale. Mais **d'un point de vue collectif**, la concu-



Lisez et diffusez

Les Enseignements
du «Mouvement
de Printemps»

rence ne pourra déboucher que sur... la dévalorisation du diplôme et donc de la force de travail qui lui correspond. Les communistes ne se contentent pas de se désolidariser des revendications bourgeoises et élitistes (autorisation d'ouverture des cabinets médicaux privés, etc.); ils ont également pour devoir de combattre les illusions petites-bourgeoises des étudiants qui, sous prétexte de lutter pour faire appliquer la prétendue «démocratisation de l'enseignement», cherchent à se faire une place au soleil dans le cadre de la division capitaliste du travail et de la division de la société en classes.

Lorsque Lénine expliquait que les étudiants ne sont pas coupés du reste de la société, il est évident que cela ne se limitait pas seulement à l'aspect social. Au contraire. Les luttes politiques qui se déroulent dans la société se reflètent nécessairement au sein du mouvement étudiant. *«Le groupement politique des étudiants doit nécessairement refléter le groupement politique de la société toute entière, et le devoir de tout socialiste est de tendre à une délimitation, aussi consciente et aussi conséquente que possible, des groupes politiquement hétérogènes»* (2).

Si l'on excepte la partie des étudiants appartenant directement à la classe bourgeoise et la petite minorité provenant de la classe ouvrière et de couches exploitées de la population, l'importante masse restante des étudiants fait partie des couches moyennes. Ces couches sont situées au milieu de la société, c'est-à-dire à une position équidistante entre les classes fondamentales — la bourgeoisie et le prolétariat — dont elle redoute l'affrontement. Cela se reflète dans leurs revendications interclassistes, dans leur prétention à diriger, en vertu de leur position intermédiaire, la lutte pour les revendications sociales et politiques intéressant les larges masses, en prônant leurs méthodes dérisoires d'appel à la bonne conscience libérale de la bourgeoisie. Or, il est tout naturel que les étudiants, qui sont la fraction la plus entreprenante, la plus disponible et la plus combative de ces couches moyennes, en soient aussi en bonne partie l'avant-garde politique, et que l'université soit précisément l'arène par excellence de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire la tentative de fondre les intérêts antagoniques des diverses classes de la société dans le magma du «peuple» en général, sous les plis du drapeau de la démocratie en général.

C'est la raison pour laquelle la position des communistes véritables n'a rien à voir avec celle des trotskystes de l'OST qui, sous prétexte de lutter pour le «syndicat étudiant indépendant et démocratique», tournent le dos au travail de **délimitation** auquel Lénine faisait référence.

Pour justifier leur pratique opportuniste, les trotskystes soutiennent que *«le syndicat étudiant est donc amené naturellement à soutenir le combat de la classe ouvrière»* (3). Or, une telle position fait abstraction de l'hétérogénéité sociale et politique du mouvement étudiant et amène dans la pratique les trotskystes à flatter les revendications petites-bourgeoises et les tendances corporatistes qui restent extrêmement fortes en milieu étudiant, bref à tourner le dos aux exigences de la lutte de classe du prolétariat.

Ceci dit, la délimitation que nous avons à faire en milieu étudiant entre les couches et les groupes hétérogènes qui le composent ne signifie nullement que nous exigeons que le mouvement étudiant ait une plate-forme politique dans laquelle serait explicitée au moins au départ la liaison avec le mouvement ouvrier. Nous ne faisons pas, à plus forte raison, de cette liaison un préalable à notre participation au mouvement étudiant, aux comités qu'il se donne et au syndicat qu'il se donnera plus tard, ce qui n'empêche pas de militer au sein du mouvement étudiant en favorisant une tendance revendiquant la liaison avec la lutte de la classe ouvrière.

«La rupture de l'étudiant social-démocrate [c'est-à-dire le communiste internationaliste aujourd'hui] avec les révolutionnaires et les politiques de toutes les autres

tendances ne signifie nullement une rupture des organisations générales d'étudiants et des établissements d'enseignement, loin de là: Ce n'est qu'en se basant sur un programme nettement défini que l'on peut et que l'on doit travailler dans la masse estudiantine pour élargir son horizon universitaire et propager le socialisme scientifique c'est-à-dire le marxisme» (4).

NOTES

En effet, les lycéens se sont mis en grève à Alger, Oran, Tizi Ouzou, Tlemcen, Médéa, Sidi Aïch, Blida, Boufarik, Mostaganem, Béjaïa, Sidi Bel Abbès.

— Les étudiants algériens de Paris, Caen, Grenoble, Prague, Sofia, Lodz, Scheffeld et Nancy ont envoyé des messages de soutien.

— Les syndicalistes de la Fédération des Travailleurs de l'Éducation et de la Culture (FTEC) d'Alger considèrent que *«le processus engagé vis-à-vis de l'UNEA vise directement l'UGTA»* et organisent une A.G. de solidarité avec les étudiants pour *«défendre nos libertés syndicales gravement menacées»* (8/2/68).

— La Fédération des PTT réagit: *«le bureau fédéral, au nom des postiers et postières fait siennes les résolutions de nos camarades enseignants et leur apporte le soutien total»* (8/2/68).

— Les travailleurs algériens du bassin houillère de Lorraine, des villes de Forbach, Merlebach, Freyming, Farebsville, Hambourg-Haut, Bouzonville soutiennent la grève des étudiants et lycéens en Algérie: *«Nous sommes à vos côtés et sommes certains que de nouveaux succès seront remportés par notre peuple contre la dictature bureaucratique du groupe d'Oujda»* (17/2/68).

— Les travailleurs de Mannheim (RFA) envoient un message de soutien le 12/2/68.

— Les travailleurs algériens de Renault et les travailleurs du 14ème arrondissement (Paris) se solidarisent avec le mouvement de grèves et dénoncent *«L'attentisme opportuniste de la direction nationale de l'UGTA»*.

— Les travailleurs algériens de Saint-Denis, des 11ème et 17ème arrondissements de Paris se réunissent et envoient des messages de soutien en Algérie.

(2) Lénine, *Oeuvres*, T.7, pp.38-52.

(3) Voir la brochure éditée par le CLTA à Paris en septembre 1979 à ce sujet.

(4) Lénine, *idem*.

el-oumami

La question du «front anti impérialiste et anti-fasciste» en Algérie

parti communiste international

Seule la lutte paye

ON SAIT que la clôture de l'«opération de régularisation exceptionnelle» des travailleurs sans-papiers initialement prévue pour le 31 décembre avait été prolongée jusqu'au 15 janvier pour la plupart des déposants, et jusqu'au 29 janvier pour les saisonniers.

Si on se réfère au *Monde* du 16/1/1982, dont les journalistes connaissent bien les couloirs des ministères, la prolongation de deux semaines a été décidée «en raison des difficultés d'application relevées, notamment par les luttes menées par certains clandestins à qui leurs

employeurs refusaient de signer un contrat», c'est-à-dire à cause de la lutte des travailleurs organisés par le Comité de coordination des sans-papiers.

Une telle prolongation ne pouvait pas être une revendication centrale, comme l'avançaient certaines organisations, et n'avait de sens pour la Coordination que comme un répit à mettre à profit pour mieux organiser la lutte. C'est pourquoi le résultat bien modeste ne vaudrait même pas qu'on en parle s'il ne prouvait que la lutte décidée d'une petite organisation, extrêmement fragile car reposant sur un groupe de travailleurs

encore restreint et que le Ministère a refusé de considérer comme «intellectuel valable», permet d'obtenir davantage que toutes les suppliques et démarches de «puissantes» organisations du type MTI, qui ont le soutien considérable de tout l'arc-en-ciel de l'extrême gauche et même l'écoute des démocrates. Il y a là une leçon à méditer...

Les travailleurs de Bastille et Charonton ont obtenu des cartes de séjour (sans contrat de travail pour la plupart même pour ceux arrivés en 1981).

A Paris la police matraque

LE 17 JANVIER le quartier de la Goutte d'Or à Paris a été le théâtre d'une opération de terreur policière comme aux heures les plus sombres de la guerre d'Algérie. Il faut savoir que 4 immeubles, aux 10, 12, 14, 28 de la rue Charbonnière, sont occupés par 70 travailleurs turcs de la confection, des familles arabes, des jeunes prolétaires français.

500 flics ont donc sous prétexte de «perquisitions», à la suite d'une provocation montée la veille grâce à la petite pègre du quartier, pris d'assaut deux des immeubles occupés. Coups de crosse, coups de botte, tabassages de femmes enceintes, etc.

Cette opération d'intimidation, préparée par les déclarations de Chirac et du gouvernement chechent à tuer dans l'œuf toute possibilité d'extension du mouvement d'occupation à Paris. Malgré cela les occupants sont toujours sur place, toujours décidés à lutter malgré les tentatives hypocrites de la crasse «démocrate» et «humaniste» à diviser le mouvement en isolant l'immeuble du 28 dans lequel se trouvent les jeunes prolétaires des trois autres préparant ainsi par avance la prochaine opération policière.

Nous reproduisons ci-dessous un extrait du tract que nous avons diffusé dans le quartier.

«Devant l'exploitation dans le logement, des travailleurs turcs, arabes, français, des familles immigrées, des militants et des jeunes prolétaires ont décidé d'occuper des immeubles vides. Des immeubles que les bourgeois laissent vides alors que des milliers de prolétaires doivent s'entasser dans des logements trop loin, trop petits et trop chers!

Les bourgeois ont tout de suite flairé le danger: que tous les mal-logés fassent de même, occupent les maisons que les bourgeois laissent vides. C'est pour cela que le gouvernement de "gauche" a envoyé la police contre la lutte comme le gouvernement Giscard l'a fait contre la lutte de nos camarades des foyers SONACOTRA.

**Et devant cela on devrait se taire ?
Devant ces faits on devrait attendre ?
Ne rien faire ?**

Nous sommes exploités à l'usine, au travail, transportés, expulsés, utilisés comme des marchandises. Ce qui est vrai au boulot est vrai aussi dans les quartiers et dans le logement. Il suffit de voir que les loyers montent aussi vite que le chômage, les prix aussi vite que la misère. Le nombre de flics et des contrôles augmentent autant que le luxe des bourgeois.

Nos camarades immigrés sans-papiers doivent vivre dans l'insécurité totale. Nos camarades en grève doivent se faire expulser par les flics ou les milices comme à Duroy-Jacquet ou se faire trahir par tous ceux qui se prétendent "socialistes", "communistes", "démocrates", "humanistes" etc.

Ces occupations c'est l'affaire de tous les prolétaires, comme la lutte et la grève sont l'affaire de tous les prolétaires français ou immigrés, jeunes ou moins jeunes. C'est cela que les bourgeois ne veulent pas, alors ils envoient leurs flics mais aussi ils font tout pour faire croire que ces occupations sont faites par des provocateurs. Ils mentent pour diviser, pour empêcher que d'autres immeubles vides soient occupés.

*Nous devons faire en sorte que la provocation des flics ne se reproduise pas. Nous devons comprendre et faire comprendre que ces immeubles sont **nos** immeubles, que ces camarades sont **nos** camarades, que cette lutte, c'est une lutte contre ceux qui nous exploitent, nous contrôlent, nous oppriment tous les jours.*

Ici et maintenant, nous devons soutenir l'occupation des maisons vides.

Ici et maintenant, nous devons montrer que les bourgeois et les flics ne réussiront pas à nous diviser comme ils veulent le faire.

Vive la solidarité de classe !

Organisons-nous pour que les flics ne fassent pas la loi dans les quartiers prolétaires !

Dans le travail, ou le logement la même exploitation, la même répression, la même lutte !

On a raison d'occuper les maisons vides !

Soutenons les luttes, grève des loyers ou occupations, dans les logements, dans les foyers !

Comment renforcer la lutte ? En refusant la division, en refusant de tourner le dos aux camarades qui luttent.

Les enseignements de la lutte du prolétariat polonais

DANS le développement de la lutte en Pologne on a vu une imbrication étroite entre les poussées de luttes ouvrières et des courants intellectuels, politiques et religieux. Ces deux composantes du mouvement social sont bien en fait distinctes, mais il faut dégager leurs rapports réciproques.

La lutte ouvrière trouve ses racines dans les besoins immédiats

Comme nous l'avons déjà montré, les poussées de lutte, en Pologne, comme partout et toujours, ont trouvé leur énergie première dans des besoins tout à fait précis et concrets: pouvoir dire son mot sans risquer le licenciement ou la prison.

Ces besoins sont au point de départ de toute lutte ouvrière. Mais dans le cours de développement, ils vont continuer à jouer un rôle toujours aussi important, en particulier en période de crise économique. La lutte de classe va suivre une dynamique qui lui est propre et ces besoins, qui ne sont pas satisfaits, vont à chaque phase stimuler sans cesse de nouvelles poussées de lutte.

Dans ses premières phases, la lutte de classe se présente sous une forme élémentaire. La réflexion et l'organisation y jouent un rôle quasi nul. En Pologne, avant on a vu des explosions violentes de lutte, des émeutes, provoquées en général par l'annonce de hausses de prix vertigineuses, en 1956, puis en 1970. A cette date, déjà, s'était constitué à Szczecin un comité de grève indépendant du syndicat officiel. Mais il a été naturellement détruit par la répression brutale.

En même temps, Gierek s'était engagé dans la voie de réformes qui devaient, à ses dires, améliorer le sort des prolétaires. En fait, en 1976, nouvelle augmentation des prix, nouvelles réactions ouvrières à Ursus et Radom, nouvelle répression.

Un nouveau besoin naît: l'organisation

Mais 1976 marque un tournant. Cette fois tout le monde a conscience que de nouvelles luttes sont inévitables. En même temps, les prolétaires les plus combatifs sont arrivés par une dure expérience à cette conclusion que l'on doit s'organiser en dehors de l'appareil du syndicat officiel, inféodé à l'Etat et à son parti.

La lutte pour soutenir les ouvriers de Radom et d'Ursus commence. Il s'agit au départ d'organiser la solidarité avec les familles, de montrer aux emprisonnés qu'on ne les oublie pas. Cela suffit déjà à susciter un minimum d'organisation. Puis d'autres travailleurs luttent et sont également frappés par la répression.

Il faut d'abord savoir qui a été arrêté, qui a été licencié et où ils se trouvent. Puis établir des liaisons pour briser l'isolement. Ensuite, il faut que les autres travailleurs soient informés des condamnations pour qu'ils ajoutent à leurs revendications la libération des emprisonnés et la réintégration des licenciés. Bref, ce travail, extrêmement modeste au départ, oblige à se donner un **réseau d'organisation clandestine**. Il est clair que cela suppose des moyens, des relations, etc. Et il est naturel que des groupes de travailleurs cherchent à utiliser les forces pour lesquelles ils éprouvent de la sympathie, notamment l'Eglise.

Jonction des courants politiques et de la lutte ouvrière

Naturellement, des travailleurs ont cherché à utiliser le seul réseau existant dans le pays hors des structures de l'Etat, à savoir celui de l'Eglise. D'autant plus que cette dernière, voyant venir le mécontentement a réclamé tout de suite la libération des ouvriers emprisonnés.

Surtout s'est constitué le Comité de défense des ouvriers (KOR), à partir d'une initiative du courant social-démocrate, dont Kuron est un leader connu.



Ce courant, qui s'est développé à partir des mouvements étudiants de 1968 n'avait pu entrer en contact avec les ouvriers ni à cette époque ni lors des luttes de 1970. Mais il a avancé comme revendication celle d'un **syndicat indépendant**. Il est clair que cette exigence était nettement ressentie en 1976, et que l'initiative de lancement du KOR a rencontré un écho important chez les ouvriers et a pu **crystalliser la tendance à l'organisation** qui se manifestait.

Le KOR a rempli des tâches très pratiques, en s'appuyant sur le réseau de liaisons fourni par l'Eglise: visites, défense juridique, circulation de l'information, impression d'un bulletin, etc. Et c'est sur la base d'une revendication allant dans le sens du mouvement et de cette jonction concrète que ces courants politiques vont pouvoir gagner une influence sur les ouvriers combatifs. Mais il est clair que la confiance ainsi conquise par le KOR a constitué un appui pour développer ses explications générales, ses solutions politiques, en même temps qu'il donnait cette réponse aux exigences de la lutte.

Que cherchent l'Eglise et les courants social-démocrates ou nationalistes ?

Personne ne pense que le but de l'Eglise, en favorisant l'organisation ouvrière, a été de permettre sa victoire sur l'Etat oppresseur. L'Eglise

est une force de conservation sociale qui vise à calmer la lutte ouvrière et à l'empêcher de se heurter à l'Etat polonais, même tenu par des forces que l'Eglise n'aime pas trop.

Pour ce qui est des autres forces, la plus connue est le courant social-démocrate de Kuron, qui a lancé le KOR. Pour ce courant, la dictature national-communiste est un danger pour la société. **Il faut s'appuyer sur la lutte des ouvriers**, les seuls «que le pouvoir craint vraiment», pour obtenir une réforme démocratique susceptible de créer le consensus national qui manque. Pour lui, ce processus est possible car sans cette réforme, l'URSS serait obligée d'intervenir et ne le souhaite pas plus que le pouvoir polonais ou l'opposition.

Quand en 1978 un Comité de fondation des syndicats libres de la Baltique parvient à se constituer, il proclame: «*Seules de véritables unions et associations sociales peuvent sauver l'Etat*». Il s'agit donc de **sauver l'Etat**, non de sauver la classe ouvrière contre cet Etat !

La grande grève de l'été 1980 et le mouvement des masses

L'explosion redoutée se produit. Un grand mouvement est déclenché par l'augmentation des prix. Sur la lancée, la masse ouvrière, et plus seulement des minorités décidées, prend conscience de sa force, fait reculer le gouvernement, et la petite organisation clandestine qui se développe depuis quatre années devient une large organisation regroupant des millions de travailleurs.

Seulement, on ne peut mener la lutte de millions d'hommes et de femmes qui s'opposent à l'Etat en place comme on mène une grève contre le patron, ou même comme on mène la lutte des années précédentes contre la répression, avec de petits groupes d'ouvriers, même s'ils gagnent la sympathie de la masse. Les ouvriers les plus combattifs, placés souvent brutalement à l'avant-garde et à la direction de la lutte, ont besoin de comprendre ce qui se passe, ce que veut le gouvernement, comment il agit, quel est le sens du mouvement, ce qu'il peut donner et ne pas donner, afin de le guider de façon efficace. Il est donc naturel que ces ouvriers combattifs qui n'adhèrent pas (encore) à un courant politique donné s'entourent de gens qui apportent des réponses à ces questions brûlantes, surtout s'ils ont gagné la confiance des ouvriers par

leur action dans la lutte de défense des emprisonnés.

Dès le début, les militants social-démocrates comme Kuron, ou catholiques comme Geremek, ou encore nationalistes, ont conseillé le MKS (Comité de grève) de Gdansk qui a joué un rôle important dans la lutte. Et même s'ils avaient déjà montré leurs tendances apaisantes, ils ont pris, en l'absence d'un parti réellement prolétarien et révolutionnaire, un **rôle déterminant** quand s'est créé Solidarnosc où ils ont trouvé une place de conseillers et d'experts officiels. L'Eglise a joué le même rôle et on a vu par exemple Walesa finir par demander le conseil de son évêque avant chaque décision importante.

Naturellement, cette influence, la social-démocratie et l'Eglise l'ont utilisée pour appeler au calme, et les dirigeants modérés et les fameux experts ont servi dès la fin de 1980 comme corps volontaires de «pompiers volants» allant de ville en ville demander aux ouvriers d'arrêter leurs grèves s'ils voulaient conserver... le droit de grève.

La lutte ouvrière, facteur de crise

Cependant, les revendications des travailleurs qui ont engendré le plus puissant mouvement ouvrier de ces dernières années ne sont pas satisfaites.

Fin 1980, début 1981 les conditions de vie ne se sont pas toujours améliorées pour les ouvriers. Les queues devant les magasins sont de plus en plus longues. Même les tickets de rationnement ne peuvent plus être honorés.

Les causes générales de la crise sont toujours là. Mais en Pologne, un nouveau facteur de crise est venu s'ajouter aux autres: **la lutte du prolétariat**. Il est évident que les nombreuses grèves et l'ambiance de lutte dans les usines ont aussi fortement contribué à faire baisser la production. Alors fallait-il arrêter la lutte comme le prêchaient l'Eglise et les conseillers de Solidarnosc, pour sauver le navire pourri? Sûrement pas. Quand la lutte ouvrière devient elle-même un facteur de crise du capitalisme, c'est qu'elle a franchi un pas de plus vers son objectif final: la destruction du capitalisme. Alors, pas question de revenir en arrière.

Pendant des années, le capitalisme n'a pas été capable de satisfaire les besoins les plus immédiats, et cela en l'absence de luttes. En présence de luttes, il ne fait pas mieux...

Les luttes de 1980 avaient apporté des augmentations de salaire, mais il n'y a rien à acheter, ou alors au marché noir à des prix exorbitants...

C'est ainsi que l'on touche aux **limites de la lutte revendicative**. Dès lors se pose la question du cadre social qui peut permettre à la classe ouvrière de garantir ses revendications, c'est-à-dire que se pose **objectivement** la question du pouvoir politique.

Malheureusement, la classe ouvrière n'était pas encore prête à poser cette question **subjectivement**, c'est-à-dire de son point de vue propre. Cela suppose des conditions politiques plus favorables et le long travail de préparation d'un parti qui aide à travers ses luttes, la classe à s'organiser pour conquérir une **indépendance de classe** par rapport à toutes les forces bourgeoises et pour préparer à terme une issue révolutionnaire. Les conditions historiques n'ont pas permis que la classe ouvrière puisse encore dépasser la perspective d'une réforme de l'Etat envisagée par les forces de l'opposition religieuse et démocratique.

Mais si cette leçon est tirée, la prochaine lutte partira sur des positions plus avancées.

le prolétaire
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL



Vive la lutte des ouvriers polonais!

N°18 6 F

Brochure de janvier 1982:
— La lutte de classe en Pologne de 1976 à 1981.
— Les perspectives après le 13 décembre et les tâches des prolétaires et des militants révolutionnaires.

Commandes au Prolétaire,
20, rue Jean Bouton 75012 Paris. Prix: 6 F

L'assassinat de Farid

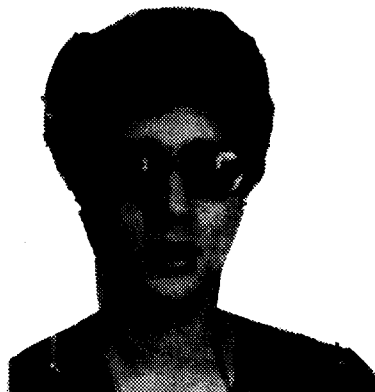
Farid était un jeune marocain de 26 ans, immigré de la deuxième génération en France. Particulièrement sensible à la lutte contre le racisme, le chauvinisme et l'exploitation capitaliste, il était la figure même de ces militants révolutionnaires qui ont fait l'expérience du gauchisme soixante-huitard (notamment LCR-LO) et qui sont passés en réaction à l'Autonomie.

Puis il avait été emprisonné avec plusieurs de ses camarades pour détention d'armes et de munitions. De sa prison, dans une lettre qu'il nous avait adressée, il retraçait sa trajectoire politique et exprimait un authentique instinct de lutte et montrait qu'il était à la recherche d'une voie révolutionnaire sûre.

Ce camarade, qui avait participé récemment à *Rock Against Police* et à la rubrique «Prisons» de *Sans Frontière*, s'était également donné à la lutte du Comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques, au sein duquel il avait soulevé le besoin d'une organisation permanente de lutte et de solidarité.

Les conditions de sa mort (assassinat policier maquillé en suicide) montrent que, quelles qu'en soient les causes, toute mort d'un prolétaire ou d'un militant à l'usine, en prison ou dans un commissariat reste un crime de l'exploitation capitaliste et n'a pas besoin de l'accord des bourgeois pour être dénoncée comme telle.

Farid mort, sa lutte, sa haine, son espoir doivent encourager les prolétaires et les révolutionnaires à œuvrer sans relâche à l'apparition de la force de classe qui en finira avec l'ordre capitaliste et le talon de fer de l'oppression.



Nous publions ci-dessous quelques extraits d'une lettre que Farid nous avait adressée alors qu'il se trouvait à la prison de Fresnes.

« [...] Je me situe dans la classe et bien qu'étant étudiant je suis prolétarisé et l'exploitation sous toutes ses formes j'en suis sensible, mes parents en ont été les victimes puisqu'en étant immigrés, ils devaient subir l'esclavage et le racisme. [...] Je me considère comme un otage du système comme pas mal de camarades incarcérés et je suis heureux que dans votre journal on nous considère comme des prisonniers politiques. [...] Si la droite réprime les "desesperados", la gauche classique suit et nous avons l'exemple d'un P.C. "doriotiste" élaborant une ligne réactionnaire raciste et des plus électoraliste, normalisant ses cités, expulsant ses immigrés ou ses "délinquants sociaux" à Vitry ou ailleurs... Entre la réforme Peyrefitte et les tribulations d'un P.C. il n'y a aucune différence, il y a un lien organique. [...] Peut-être que pour mon cas, j'ai des chances de sortir vite, mais combien d'autres camarades seront encore enfermés ! »

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

**Editions Programme, 20 rue Jean Bouton
75012 Paris.**

Numéro de commission paritaire en cours.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France - Europe Pli ouvert 40 FF
Pli fermé 80 FF

Algérie: équivalent de 30 DA en coupons-réponse internationaux.

Directeur de la publication: Saro.

Imprimerie Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.